

Conclusions 2022 du département du Travail des États-Unis sur les pires formes de travail des enfants

Gabon

En 2022, le Gabon a fait des progrès minimes sur la voie de l'élimination des pires formes de travail des enfants. Les autorités ont travaillé avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance à une campagne visant à fournir des actes de naissance à plus de 10 000 enfants, et elles ont augmenté le budget, la capacité d'hébergement et le soutien matériel des centres d'accueil. Cependant, malgré des initiatives des pouvoirs publics visant à lutter contre le travail des enfants, le Gabon reçoit cette évaluation parce qu'il a poursuivi une pratique qui a entravé les efforts d'élimination du travail des enfants. Le gouvernement n'a pas démontré par des faits probants qu'il a effectué des inspections sur les lieux de travail au cours de la période visée par le présent rapport. Les inspections du travail constituent un outil essentiel pour l'identification des infractions relatives au travail des enfants ; en leur absence, les mineurs sont plus vulnérables au travail des enfants. Au Gabon, des mineurs sont livrés aux pires formes de travail des enfants, notamment l'exploitation sexuelle commerciale, parfois des suites de la traite des personnes. Des enfants participent également au travail des enfants dans le secteur des services domestiques. En outre, la législation gabonaise relative à l'âge minimum d'admission à l'emploi s'applique uniquement aux enfants qui travaillent dans le secteur formel, ce qui n'est pas conforme aux normes internationales selon lesquelles tous les enfants doivent être protégés par une loi sur l'âge minimum d'admission à l'emploi. Par ailleurs, le Gabon ne dispose pas d'une politique de lutte contre toutes les formes pertinentes de travail des enfants ni de programmes sociaux pour lutter contre le travail des enfants dans les services domestiques et l'exploitation sexuelle commerciale.

Propositions de mesures publiques en vue d'éliminer le travail des enfants		
Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
Cadre juridique	Veiller à ce que les mesures de protection concernant l'âge minimum d'admission à l'emploi s'appliquent aux enfants qui travaillent en dehors de relations de travail officielles.	2017 – 2022
	Veiller à ce que le cadre juridique portant sur les travaux légers fixe un âge minimum d'au moins 13 ans, définisse les activités considérées comme des travaux légers et spécifie les conditions dans lesquelles ces travaux peuvent être effectués.	2013 – 2022
	Frapper d'interdiction pénale le recrutement de mineurs de moins de 18 ans par des groupes armés non étatiques pour les utiliser dans des conflits armés.	2016 – 2022
Application	Publier des informations sur le niveau de financement de l'Inspection du travail et le nombre d'inspecteurs du travail et veiller à ce que tant les inspecteurs du travail que les enquêteurs judiciaires reçoivent un financement, des formations, des moyens	2009 – 2022

Propositions de mesures publiques en vue d'éliminer le travail des enfants

Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
	de transport et du carburant adéquats pour effectuer leurs inspections et leurs enquêtes.	
	Employer au moins 48 inspecteurs du travail pour couvrir convenablement la population active, qui compte environ 725 000 personnes.	2022
	Effectuer des inspections sur les sites de travail, certaines de routine et d'autres inopinées, tant dans le secteur formel qu'informel, afin d'identifier les infractions liées au travail des enfants.	2014 – 2022
	Veiller à ce que les inspecteurs du travail ne remplissent pas les fonctions de conciliateur ou d'arbitre afin qu'ils soient en mesure de s'acquitter de leurs responsabilités principales d'inspection et de surveillance dans tout le pays.	2009 – 2022
	Veiller à ce que l'État effectue un nombre adéquat d'inspections du travail et d'enquêtes judiciaires concernant les potentielles infractions liées au travail des enfants et publie des données sur les mesures d'application du droit pénal.	2018 – 2022
	Veiller à ce que les organismes d'application du droit pénal, notamment les tribunaux, disposent de moyens suffisants pour enquêter sur les infractions liées aux pires formes de travail des enfants, lancer des poursuites en la matière et prononcer des sanctions en conséquence.	2022
Coordination	Veiller à ce que l'Observatoire national des droits de l'enfant reste actif et fonctionne comme un mécanisme de coordination pour lutter contre toutes les formes de travail des enfants et fasse rapport sur ses activités.	2013 – 2022
Politiques gouvernementales	Adopter une politique de lutte contre toutes les pires formes pertinentes de travail des enfants, notamment le travail forcé et l'exploitation sexuelle commerciale.	2015 – 2022
	Intégrer des stratégies de prévention et d'élimination du travail des enfants dans des politiques visant à lutter contre ce fléau.	2014 – 2022
Programmes sociaux	Veiller à ce que les enfants aient accès à l'éducation en éliminant les frais de scolarité, en augmentant le nombre d'enseignants et d'écoles dans les zones rurales et en prenant des mesures plus importantes pour permettre à tous les enfants d'être enregistrés à leur naissance.	2010 – 2022

Propositions de mesures publiques en vue d'éliminer le travail des enfants

Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
	Développer les programmes pour s'attaquer au problème du travail des enfants dans son ensemble au Gabon, notamment les services domestiques et l'exploitation sexuelle commerciale.	2010 – 2022
	Veiller à ce que les pouvoirs publics continuent de fournir un soutien approprié aux rescapés du travail des enfants, notamment suffisamment d'espace d'accueil.	2010 – 2022
